



*Le ministre
de l'Éducation Nationale et
de la Jeunesse*

Le ministre de l'Intérieur

La ministre des Outre-mer

03 MAI 2019

NOTE A L'ATTENTION

DE

MESDAMES & MESSIEURS LES PREFETS

MESDAMES & MESSIEURS LES RECTEURS

NOR 11N1K191011714J

Objet : Commémorations des 10 et 23 mai 2019

10 mai 2019 : Journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions

23 mai 2019 : Journée nationale en hommage aux victimes de l'esclavage

Réf : Loi n° 83-550 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage et en hommage aux victimes de l'esclavage (1), modifié par la loi n°2017-256 du 28 février 2017

Nous appelons votre attention sur les nouvelles dispositions de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer, modifiant le régime des dates de commémorations liées à l'esclavage.

Désormais¹, le 10 mai est une journée nationale et non plus seulement hexagonale. De célébration de l'abolition de l'esclavage, cette date est devenue « la journée nationale des Mémoires de la Traite, de l'Esclavage et de leurs Abolitions ».

D'autre part, la date du 23 mai est devenue la « Journée nationale en hommage aux victimes de l'esclavage ».

¹ Article 75 de la loi La République française institue la journée du 10 mai comme journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions, et celle du 23 mai comme journée nationale en hommage aux victimes de l'esclavage.

1. Les cérémonies commémoratives

Le Comité national pour la Mémoire et l'Histoire de l'Esclavage, nommé par le Premier Ministre, préconise chaque année un thème particulier. Cette année le thème des commémorations s'intitulera « **Représenter l'esclavage de la traite aux abolitions** ». En effet, il s'agit de montrer en écho à l'exposition du Musée d'Orsay, le modèle noir de Géricault à Matisse, comment les images sont utilisées pour illustrer le fait esclavagiste ou le condamner.

Une cérémonie nationale aura lieu à Paris le 10 mai 2019 sous l'égide du Comité national pour la Mémoire et l'Histoire de l'Esclavage (CNMHE). Cette cérémonie illustre la volonté de favoriser une appropriation citoyenne de cette commémoration qui concerne la Nation tout entière et rappelle que la lutte contre l'esclavage est au cœur de l'idéal républicain.

Le décret n°2006-388 du 31 mars 2006 précise que pour le 10 mai une cérémonie commémorative doit être organisée dans chaque département de l'hexagone.

Le 23 mai, une cérémonie nationale aura lieu en région parisienne, sous l'égide du Comité national pour la Mémoire et l'Histoire de l'Esclavage (CNMHE). Cette cérémonie se veut un hommage solennel à tous ceux qui ont vécu dans l'esclavage.

Pour cette année, vous organiserez ou faciliterez les initiatives commémorant les deux dates.

Dans les départements et collectivités des Outre-mer, vous marquerez la présence de l'État à l'occasion des cérémonies auxquelles donne lieu la journée de célébration de l'abolition² de l'esclavage à Mayotte (27 avril), à la Martinique (22 mai), en Guadeloupe et à Saint-Martin³ (27 mai), en Guyane (10 juin), à Saint-Barthélemy (9 octobre) et à La Réunion (20 décembre) en application de la loi n°83-530 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage.

Nous vous demandons de prendre personnellement part à l'une des manifestations publiques organisées dans votre département, de vous rendre dans un lieu de mémoire emblématique de l'histoire de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions, ou d'organiser, sous votre propre autorité, une cérémonie ou un événement pour marquer la « Journée nationale des Mémoires de la Traite, de l'Esclavage et de leurs Abolitions » et la « Journée nationale en hommage aux victimes de l'esclavage ». Vous veillerez à faire connaître l'engagement de l'Etat et de l'ensemble de la communauté nationale, notamment à l'occasion de ces deux journées nationales.

Vous prendrez soin de mobiliser à cet effet les services déconcentrés de l'État, notamment les services culturels, et de mettre en avant les actions engagées dans les établissements scolaires de chaque académie.

² Si le décret a été signé le 27 avril 1848, à Paris, il a été appliqué de manière anticipée en Martinique, suite à la révolte des esclaves du 22 mai 1848. En effet, le 23 mai 1848, l'esclavage est aboli en Martinique, le 27 mai en Guadeloupe, le 28 mai à Saint-Martin, le 10 juin en Guyane et le 20 décembre à la Réunion.

A Mayotte, l'esclavage a été aboli le 1^{er} juillet 1847, mais aussi le 27 avril 1848 dans ses dépendances comme Nosy Bé. C'est cette date du 27 avril qui a été choisie officiellement à Mayotte pour célébrer l'abolition.

³ Une délibération du conseil territorial de Saint-Martin du 5 novembre 2015 demande à ce que la date officielle du 27 mai soit transférée au 28 mai, date réelle de l'abolition de l'esclavage à Saint-Martin, située à 250 km de la Guadeloupe. Pour Saint-Martin, en accord avec la collectivité territoriale, il sera possible célébrer le 28 et non le 27 mai conformément à la délibération du conseil territorial de Saint-Martin du 5 novembre 2015 ; ce, dans l'attente d'une rectification d'une erreur matérielle inscrite dans le code du travail.

2. Le concours pédagogique « La Flamme de l'Égalité »

Comme chaque année, dans ce cadre éducatif et sous l'impulsion du Comité national pour la Mémoire & l'Histoire de l'Esclavage, le ministère de l'Éducation nationale et le ministère des Outre-mer organisent le concours pédagogique national intitulé « La Flamme de l'Égalité » inscrit dans les objectifs de la grande mobilisation pour les valeurs de la République et l'éducation à la citoyenneté. Il contribue à la construction d'une mémoire collective autour de valeurs partagées afin de favoriser le sentiment d'appartenance commune en faisant connaître l'histoire de la traite, de l'esclavage, et de leurs abolitions, de leurs survivances comme de leurs effets et de leurs héritages contemporains.

Le concours auquel les établissements peuvent postuler est piloté par la fédération de Paris de la Ligue de l'Enseignement.

L'ensemble des informations relatives à ce concours national est accessible sur le site: www.laflammedelegalite.org

Pour l'organisation d'une cérémonie ou d'événements par vos services, nous vous recommandons de veiller au respect de l'intitulé officiel de « Journée nationale des Mémoires de la Traite, de l'Esclavage et de leurs Abolitions » ou de la « Journée nationale en hommage aux victimes de l'esclavage ».

Le comité national pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage se tient à la disposition des territoires pour les aider à organiser cette journée de commémoration nationale.

Des conseils ou suggestions pour l'organisation de cette cérémonie figurent dans la notice technique jointe à la présente circulaire. Une affiche illustrant la journée nationale vous sera transmise et un guide national, mis en ligne sur le site du Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage (www.cnmhe.fr), présentera les principales manifestations et cérémonies dans l'hexagone et outre-mer. Vous pouvez contacter le CNMHE à l'adresse mail suivante sec.cnmhe@outre-mer.gouv.fr ou au 01 53 69 24 88.

Une plateforme interactive sur les "*Lieux & Événements de Mémoire*", élaborée par le CNMHE consultable en ligne vous permet d'identifier des lieux de mémoire sur votre territoire. (www.esclavage-memoire.com).

3. Le recensement des événements et initiatives locales

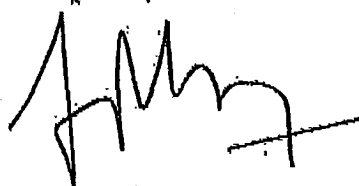
Enfin, afin de permettre une restitution des événements portant sur la mémoire de l'esclavage et sur ses abolitions dans l'hexagone, comme dans les territoires d'Outre-mer, nous vous demandons de recenser les manifestations les plus significatives prévues, afin de les porter à la connaissance du Comité national pour la Mémoire et l'Histoire de l'Esclavage (CNMHE):

- soit dans le cadre de la Journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions ou de la Journée nationale en hommage aux victimes de l'esclavage.
- soit dans le cadre d'une commémoration particulière liée à cette histoire,
- soit dans le contexte d'un événement culturel ou scientifique notable.
- soit dans le cadre d'un projet éducatif.

Nous vous recommandons de diffuser aux collectivités territoriales sur tout le territoire la présente circulaire, afin que la connaissance des actions et des lieux associés à la mémoire de la traite et de l'esclavage et des luttes pour leurs abolitions progresse et que les institutions locales volontaires puissent s'associer à cette commémoration, selon des modalités qu'elles fixeront librement.

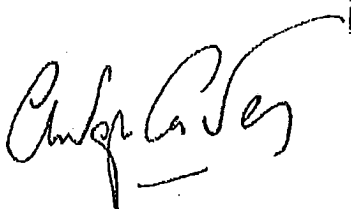
Le CNMHE se tient à votre disposition pour vous permettre de mettre en œuvre la présente circulaire.

Le ministre de l'Éducation
nationale et de la Jeunesse



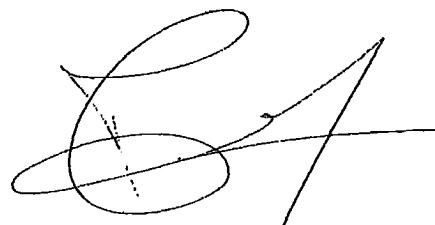
Jean-Michel BLANQUER

Le ministre de l'Intérieur



Christophe CASTANER

La ministre des Outre-mer



Annick GIRARDIN

<p>GUIDE PRATIQUE POUR L'ORGANISATION DES CÉRÉMONIES OFFICIELLES</p> <p>À l'occasion de</p> <p>LA JOURNÉE NATIONALE DES MÉMOIRES DE LA TRAITE, DE L'ESCLAVAGE ET DE LEURS ABOLITIONS (10 MAI)</p> <p>et de</p> <p>LA JOURNÉE EN MÉMOIRE AUX VICTIMES DE L'ESCLAVAGE (23 MAI)</p>
--

1. Pourquoi deux journées nationales ?

En 1998, à l'occasion des célébrations marquant le 150^e anniversaire de l'abolition, des Antillais, des Guyanais et des Réunionnais ont protesté contre leur marginalisation dans la mémoire collective. Le 23 mai 1998 près de 40 000 Ultramarins se présentant comme des « *descendants d'esclaves* » ont manifesté dans les rues de Paris pour affirmer leur place dans l'histoire de France à l'initiative de personnalités et d'un collectif d'associations.

Le 10 mai 2001 les parlementaires adoptent, à l'unanimité, une proposition de loi, au terme de plusieurs années d'un processus législatif au cours duquel ont été associées en un seul texte des propositions diverses visant :

- à réaffirmer le cadre d'une commémoration de l'esclavage et l'abolition en France,
- à mieux en faire connaître l'histoire et à en préserver les sources et les patrimoines,
- à inscrire la traite négrière et l'esclavage colonial au nombre des crimes contre l'humanité.

Alors que la loi n°83-530 du 30 juin 1983 a permis à chacun des territoires d'Outre-mer historiquement concernés par la traite et l'esclavage, de fixer leur journée de commémoration de l'abolition de l'esclavage (le 27 avril pour Mayotte, le 22 mai pour la Martinique, le 27 mai pour la Guadeloupe, le 28 mai pour Saint-Martin, le 10 juin pour la Guyane, le 9 octobre pour Saint-Barthélemy et le 10 décembre pour La Réunion¹) dans l'hexagone cette date a été fixée à la traditionnelle célébration du décret Schœlcher du 27 avril 1848 qui a débouché sur l'abolition définitive de l'esclavage en France².

Le décret n°2006-388 du 31 mars 2006 fixe officiellement le 10 mai comme « *date de la commémoration annuelle de l'abolition de l'esclavage* ».

Le décret indique en son article 2 que « *chaque année, une cérémonie est organisée à Paris* » tout en précisant qu'« **une cérémonie analogue est organisée dans chaque département métropolitain à l'initiative du préfet ainsi que dans les lieux de mémoire de la traite et de l'esclavage** »,

¹ Décret n°83-1003 du 23 novembre 1983 relatif à la commémoration de l'abolition de

l'esclavage, modifié par le décret 2012-553 du 23 avril 2012 en ce qui concerne les dates de commémoration à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy.

La loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer a modifié le régime des dates de commémorations liées à l'esclavage.

Désormais, le 10 mai est une journée nationale et non plus seulement hexagonale. De célébration de l'abolition de l'esclavage, il est devenu « **Journée nationale des Mémoires de la Traite, de l'Esclavage et de leurs Abolitions** ». Le 23 mai est devenu également la « **Journée nationale en hommage aux victimes de l'esclavage** ».

Le 10 mai fait le lien entre l'histoire de l'esclavage et sa mémoire contemporaine car il renvoie :

- à la déclaration de DELGRES en 1802 « *le dernier cri de l'innocence et du désespoir* » en faveur de la liberté universelle refusant de se rendre aux troupes napoléoniennes venues rétablir l'esclavage ;
- aux combats des abolitionnistes, qu'ils soient philanthropes, esclaves ou libres de couleur ;
- et à l'adoption, à l'unanimité de la loi, tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité.

Le 23 mai honore la mémoire des esclaves. Il rappelle la mobilisation de leurs descendants le 23 mai 1998. Il se veut un moment de recueillement consacré à ceux qui ont vécu l'esclavage.

Le principe d'une cérémonie dans chaque département et la volonté de renforcer la cohésion de la nation autour d'une mémoire et d'une histoire partagées

Le Comité national pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage rappelle les objectifs de ces deux journées des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions :

- rappeler à la France sa participation à la traite et à l'esclavage ;
- inscrire symboliquement l'abolition de l'esclavage dans le calendrier officiel des célébrations nationales ;
- rendre hommage aux esclaves, à leur contribution aux idéaux républicains et à la richesse culturelle de la France ;
- inviter les citoyens de la République française à se pencher collectivement sur ce passé pour favoriser la diffusion d'un récit partagé et le renforcement de la cohésion nationale.

La commémoration doit concilier une portée *citoyenne*, faisant une place aux combats des esclaves et des abolitionnistes dans l'édification de la République française, et une portée *universelle*, à travers la qualification de crime contre l'humanité de la traite et de l'esclavage, qui dépasse le cadre français, s'inscrit dans la tradition abolitionniste française et internationale qui trouve son prolongement dans la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et dans la lutte contre les formes d'esclavages contemporains.

Les deux journées ont pour objectif de permettre l'organisation de manifestations et de cérémonies ouvertes au plus grand nombre de citoyens, dans le travail de mémoire autour de la traite négrière et de l'esclavage colonial.

Le thème de la commémoration 2019 s'articulera autour de la question de la lutte contre l'esclavage et la traite par l'image. Le but de la commémoration est donc de montrer comment

l'image permet de lutter contre la traite et l'esclavage.

Le concours pédagogique national intitulé « **La Flamme de l'Égalité** » initié par le Comité National pour la Mémoire et l'Histoire de l'Esclavage (CNMHE), les Ministères chargés de l'Éducation nationale et des Outre-mer, et avec l'appui de la Fédération de Paris de la Ligue de l'Enseignement s'inscrit dans les objectifs de la grande mobilisation pour les valeurs de la République et l'éducation à la citoyenneté. (Bulletin officiel N°2016-073 du 03-05-2016)

En s'adressant à toutes les classes de la France, ce concours contribue à construire une mémoire collective autour de valeurs partagées sur la citoyenneté. La remise des prix aux lauréats de ce concours aura lieu à Paris le 10 mai lors de la Journée nationale des traites, de l'esclavage et de leurs abolitions.

Au niveau territorial, vous pouvez mettre en avant le rôle d'enseignants, de chercheurs, d'artistes, d'acteurs culturels, de responsables de musée ou de lieux de mémoire, d'acteurs associatifs, de personnalités éminentes ou même d'élus locaux dans la prise en compte de cette mémoire, dans l'action citoyenne, la transmission des savoirs ou la sauvegarde des patrimoines.

En raison des contraintes spécifiques du calendrier scolaires, la circulaire vous invite, si nécessaire, à **décaler** les dates de la commémoration de façon à lui donner toute son importance.

Une affiche et une signalétique visuelle seront mises à votre disposition pour toutes les manifestations organisées en lien avec vos services.

Vous voudriez bien prendre soin de transmettre à Madame Magalie Limier, assistante de direction du CNMHE, Ministère de l'Outre-mer, 27 rue Oudinot, 75007 Paris, tel 01 53 69 23 79; adresse électronique: magalie.limier@outre-mer.gouv.fr, toutes les informations sur les événements organisés dans votre département ou région sur la mémoire et l'histoire de l'esclavage (cérémonies commémoratives, actions en milieu scolaire, colloques et débats ou manifestations culturelles) qui seront mises en ligne sur le site du CNMHE (www.cnmhe.fr), leur conférant ainsi une visibilité nationale et internationale.

2. Conseils pour l'organisation d'une cérémonie à l'occasion des deux journées nationales

Dans le cas où aucune manifestation liée à l'une des deux journées nationales à laquelle un représentant de l'Etat puisse s'associer n'aurait lieu dans votre circonscription administrative, il vous est proposé soit d'organiser une cérémonie, soit de mettre en avant une action conduite en milieu scolaire.

Les cérémonies pour les journées nationales ne sont pas de simples cérémonies du souvenir mais une affirmation de la dignité et de la liberté humaine ainsi que le rappel des principes fondateurs républicains.

L'esprit de la cérémonie du 10 mai, lors de la **Journée nationale des mémoires de la traite et de la reconnaissance de l'esclavage et de leurs abolitions** est de célébrer l'abolition de l'esclavage. Il s'agit de célébrer les figures abolitionnistes telles que l'Abbé Grégoire, Condorcet, Diderot, l'Abbé

Raynal, Brissot, Mirabeau, Danton, Schoelcher, Lamartine, Victor Hugo... les esclaves ou les libres de couleur révoltés de la Révolution française (Toussaint Louverture, Louis Delgrès, Joseph Ignace, la mulâtresse Solitude)

Il s'agit aussi de souligner le caractère de crime contre l'humanité que sont la traite et des êtres humains et l'esclavage. Cette cérémonie est placée sous le signe de la transmission. C'est pour cette raison qu'il est important d'y associer des élèves.

L'esprit de la cérémonie du 23 mai, lors de la « **Journée nationale en hommage aux victimes de l'esclavage** » est de rendre un hommage solennel aux victimes de la traite et de l'esclavage et de reconnaître leur rôle dans l'avènement de la République et dans les combats qui ont fait le triomphe de liberté, d'égalité et de fraternité. Il s'agit aussi de valoriser les apports et les legs dans la culture française et de rappeler les enjeux contemporains d'affirmation d'égale dignité entre les êtres humains.

Dans la mesure du possible, appuyer les cérémonies sur les évènements, des éléments du patrimoine ou de lieux de mémoire, des réalités sociales propres à chaque territoire, en lien avec les acteurs éducatifs et culturels ou des porteurs de projets mémoriels.

Le lieu de la cérémonie officielle peut être attaché à l'histoire d'un territoire, notamment à un espace associé à la mémoire de la traite, de l'esclavage et des abolitions (un quai dans un port négrier, une grande figure de combat pour l'abolition, un musée, un lieu de mémoire..).

A défaut, ce peut être un édifice républicain, un bâtiment officiel comme la mairie ou la préfecture, un établissement scolaire...).

Il convient de privilégier une cérémonie à l'extérieur, en un lieu accessible et visible tout en évitant de choisir un monument aux morts. Le travail avec des associations peut aider à construire la mise en scène de la cérémonie.

Pour la cérémonie officielle, il est recommandé d'inviter des personnalités politiques, de la société civile et culturelles, des acteurs associatifs, les porteurs de mémoires et également des publics scolaires.

En présence du représentant de l'Etat, la cérémonie doit associer les personnalités politiques et des représentants de la société civile. En fonction des singularités locales, les associations, en premier lieu les associations d'Ultramarins, peuvent jouer un rôle important.

Dans un esprit de concorde civique, il est possible d'associer des représentants des grandes associations d'anciens combattants ou d'autres associations importantes qui agissent pour la défense des droits et contre les discriminations.

Il est également recommandé, dans la mesure du possible d'inscrire cette cérémonie dans un échange avec les participants qui en rappelle le sens.

Pour la cérémonie, nous vous suggérons un déroulé suivant ce modèle:

- rassemblement dans un cadre institutionnel, sur un lieu de mémoire, dans un cadre mis en scène avec un décor artistique en lien avec la journée,
- discours des autorités,
- lecture d'un ou plusieurs textes, évocation des réalités de la traite et de l'esclavage dans le passé dans la mesure du possible par des élèves des écoles et du secondaire,
- temps de recueillement dans le silence,
- Et, pour clore la cérémonie, interprétation par un artiste, un groupe ou une chorale d'une œuvre musicale ou d'une création.

Il est possible, pour des cérémonies qui se déroulent à l'extérieur, de reproduire le geste à la mémoire des captifs victimes de la traite et des esclaves consistant pour les participants à déposer des pétales ou de fleurs coupées.

Pour assister à la cérémonie et lui donner toute sa portée civique, il est recommandé d'inviter des classes avec leurs enseignants, en particulier si cette présence à la cérémonie accompagne une action pédagogique. Et en l'absence d'événements ou de cérémonie, le préfet peut assister ou se faire représenter dans un établissement scolaire à l'occasion d'une action pédagogique ou dans un événement qui a lieu dans un établissement culturel.

3. Références sur l'histoire de la traite et de l'esclavage et éléments pour des allocutions publiques

Pour préparer la cérémonie officielle ou une allocution, le secrétariat général du *Comité National pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage* peut mettre à disposition des services préfectoraux des discours, des textes de référence et des éléments historiques.

Dans une allocution officielle, il convient d'insister sur la dimension «universelle» et «civique» de cette cérémonie. Porter le souvenir des esclaves, de la traite négrière et de l'institution de l'esclavage, c'est rappeler l'importance et l'actualité des combats pour leur abolition, au cœur de la réalisation effective des idéaux républicains mais également de la lutte contemporaine contre les formes modernes de l'esclavage dans le monde.

Lors de la cérémonie, il importe de faire entendre des voix différentes, qui sont elles-mêmes les expressions des mémoires différenciées de l'esclavage et de la lutte pour son abolition, la voix des esclaves eux-mêmes; dans leur combats pour la liberté et la dignité, la voix des abolitionnistes européens, les voix inscrites dans la culture, portées par les chants, les musiques, les littératures, les voix présentes dans les textes de loi et les déclarations solennelles, les mémoires conservées par les monuments et par les paysages, des histoires locales à l'histoire globale...

Le CNMHE recommande de ne pas se limiter au rappel des textes et traités abolitionnistes français ou européens, mais d'intégrer les voix des esclaves (comme celle que porte la déclaration de Delgrès du 10 mai 1802 par exemple) et aussi les voix contemporaines comme celles d'Aimé Césaire, d'Edouard Glissant, sans oublier les chants, les musiques, la poésie...

Pour plus d'éléments pouvez :

- contacter Madame Magalie Limier, assistante de direction du CNMHE, Ministère de l'Outre-mer, 27 rue Oudinot, 75007 Paris, tel 01 53 69 23 79; adresse électronique: magalie.limier@outre-mer.gouv.fr;
- exploiter la chronologie et les textes placés en annexe de cette note ;
- consulter les discours et les documents disponibles sur le site du CNMHE (www.cnmhe.fr)

**ANNEXES DU
GUIDE PRATIQUE POUR L'ORGANISATION
D'UNE CEREMONIE A L'OCCASION DE
LA JOURNEE NATIONALE DES MEMOIRES DE LA TRAITE,
DE L'ESCLAVAGE ET DE LEURS ABOLITIONS**

Documentation sur la question de la traite, de l'esclavage et des luttes pour leur abolition

1. REPERES FACTUELS ET CHRONOLOGIQUES: La France et l'esclavage (1571-1848)

1571	Un navire français amène à Bordeaux des captifs de la côte d'Afrique pour les vendre dans le royaume. Le Parlement de la ville décide que tous les esclaves soient mis en liberté car le royaume de France ne permet point l'esclavage.
1623-1625	Le capitaine dieppois Pierre Belain d'Esnambuc pratique la flibuste et le commerce aux Petites Antilles.
1625	Esnambuc fait escale à Saint-Christophe, déjà occupée par les Anglais et quelques Français. La plupart des Caraïbes (100 à 120) de Saint-Christophe sont massacrés par les Français alliés aux Anglais.
1635	Début de la colonisation de la Guadeloupe et de la Martinique.
12 février 1635	Fondation de la Compagnie des Iles d'Amérique.
14 février 1635	La Compagnie des Iles d'Amérique donne pour 10 ans à l'Olive et Duplessis, le commandement des îles qu'ils
1636-1639	Guerre intense entre colons français et Caraïbes en Guadeloupe.
1642	Fondation par des proches de Richelieu de la Compagnie de l'Orient chargée de faire le commerce avec les Indes et de coloniser Madagascar. Installation de colons français à Fort-Dauphin (Madagascar). Le roi de France Louis XIII autorise la traite négrière, sous réserve de la conversion au christianisme des esclaves.
1643	Première expédition négrière attestée d'un navire français de La Rochelle à destination d'une colonie française (Saint-Christophe). L'île de N'Dar devient un com. Qioir français durable sur le fleuve Sénégal et est rebaptisée Saint-Louis.
23 mars 1648	Partage de Saint-Martin entre Hollandais et Français.
1650-1670	Développement de l'occupation de la partie occidentale de Saint-Domingue (actuelle Haïti) par des colons français.
1656	Echec d'une révolte d'esclaves en Guadeloupe.
1663	Début de l'installation durable de colons français à l'île Bourbon (Réunion).
1670-1672	Louis XIV encourage les armateurs privés à pratiquer la traite négrière.
Mars 1685	Edit sur la police des esclaves.
1698	Implantation durable de colons français en Louisiane. Fondation de la Compagnie de Saint-Domingue avec monopole du commerce avec cette île.
Janvier 1716	Le commerce négrier est ouvert à tous les négociants du Havre, de la Rochelle, de Nantes et de Bordeaux entre la rivière de Sierra Leone et le Cap de Bonne-Espérance
Octobre 1716	Un édit supprime la liberté automatique accordée à tout esclave séjournant sur le sol du royaume de France.
1717	Interdiction du commerce étranger dans les colonies françaises (Exclusif).
1738	Echec d'une révolte d'esclaves en Guadeloupe.
1741	La traite négrière est autorisée dans tous les ports du royaume de France.
9 août 1777	Le sol du royaume de France est interdit à tous les hommes de couleur (libres ou esclaves).
1784	L'île de Saint-Barthélemy cédée à la Suède en 1784 en échange de débouchés commerciaux
15 octobre 1786	Ordonnance royale qui limite les châtiments infligés par les maîtres à leurs esclaves.
19 février 1788	Fondation de la société des Amis des Noirs à Paris.
5 mai 1789	Ouverture des Etats Généraux à Versailles.
3 juillet 1789	Les colons de Saint-Domingue obtiennent six députés à l'Assemblée constituante.
9 juillet 1789	Les Etats généraux se transforment en Assemblée nationale constituante.
26 août 1789	Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen adoptée par l'Assemblée constituante.
29 août 1789	Première réunion des libres de couleur résidant à Paris qui revendiquent l'égalité des droits avec les colons
9-10 septembre 1789	Echec des pourparlers entre libres de couleur et colons de Paris.
28 septembre 1789	Heurts à Fort-de-France entre Blancs et libres de couleur.
22 octobre 1789	Les libres de couleur de Paris présentent pour la première fois leurs doléances devant l'Assemblée
24 novembre 1789	Les libres de couleur de Paris se rendent à la Société des Amis des Noirs.
8 mars 1790	Loi légalisant les assemblées coloniales.
Nuit du 22 au 23 août 1791	Début de l'insurrection des esclaves du Nord de Saint-Domingue.
29 août 1793	Proclamation de l'abolition de l'esclavage dans la Province du Nord de Saint-Domingue.
31 août 1793	Proclamation de l'abolition de l'esclavage dans les Province de l'Ouest et du Sud de Saint-Domingue.
4 février 1794	La Convention abolit l'esclavage dans toutes les colonies françaises.
7 juin 1794	Victor Hugues proclame l'abolition de l'esclavage en Guadeloupe
14 juin 1794	Jeannet proclame l'abolition de l'esclavage en Guyane.

31 mars 1796	Toussaint Louverture est nommé lieutenant gouverneur de Saint-Domingue.
9-10 novembre 1799	Coup d'état de Napoléon Bonaparte.
15 décembre 1799	Constitution de l'an VIII qui supprime la représentation des colonies et les soumet à des lois spéciales
Mars 1801	Toussaint Louverture est nommé capitaine général de Saint-Domingue par Bonaparte.
8 juillet 1801	Toussaint Louverture proclame la constitution de la colonie française de Saint-Domingue.
Octobre 1801	Rébellion de la Guadeloupe, l'île est dirigée par le libre de couleur Pélage
6 mai 1802	Toussaint Louverture et Jean-Jacques Dessalines se soumettent à Leclerc. Pélage se soumet à Richépance.
20 mai 1802	Loi rétablissant la traite et maintient l'esclavage aux Mascareignes et dans les colonies restituées par le Royaume-Uni à la France (Martinique).
28 mai 1802	Delgrès battu par les troupes de Richépance à Matouba.
7 juin 1802	Leclerc ordonne l'arrestation et la déportation en France de Toussaint Louverture
1 ^{er} juillet 1802	L'entrée sur le territoire métropolitain avait été interdite aux Noirs, mulâtres et autres gens de couleur.
16 juillet 1802	Napoléon Bonaparte ordonne le rétablissement de l'esclavage en Guadeloupe.
17 juillet 1802	Richépance, non encore informé de cette décision, supprime la citoyenneté pour tous les hommes de couleur et
Octobre 1802	Les principaux généraux noirs se retournent contre Leclerc, l'insurrection de Saint-Domingue est générale.
3 mai 1803	La Louisiane est vendue aux Etats-Unis.
1er janvier 1804	Saint-Domingue proclame son indépendance sous le nom d'Haïti.
1807	Le Parlement britannique vote l'abolition de la traite négrière et interdit le commerce négrier dans ses colonies et par ses navires à partir du 1er janvier 1808.
29 mars 1815	Napoléon 1er abolit la traite négrière.
8 janvier 1817	Louis XVIII confirme l'interdiction de la traite négrière.
1822	Echec de la révolte des esclaves du Carbet en Martinique.
24 avril 1833	La loi accorde l'égalité des droits entre libres de couleur et Blancs
1834	Fondation de la Société française pour l'abolition de l'esclavage.
29 avril 1836	Les hommes de couleur touchant le sol de France sont libres.
9 décembre 1846	Ordonnance royale abolissant l'esclavage à Mayotte
1 ^{er} juillet 1847	Proclamation de l'abolition de l'esclavage à Mayotte
9 octobre 1847	La colonie suédoise de Saint-Barthélemy abolit l'esclavage
4 mars 1848	Le Gouvernement provisoire proclame le principe d'abolition de l'esclavage.
27 avril 1848	Le gouvernement provisoire prend le décret d'abolition.
22 mai 1848	Révolte des esclaves du Nord de la Martinique.
23 mai 1848	Proclamation de l'abolition immédiate de l'esclavage en Martinique.
27 mai 1848	Proclamation de l'abolition immédiate de l'esclavage en Guadeloupe.
28 mai 1848	Proclamation de l'abolition immédiate de l'esclavage à Saint-Martin
10 juin 1848	Le décret émancipateur est publié en Guyane et conformément à son contenu est appliqué deux mois après, le 10 août.
23 juin 1848	Proclamation de l'abolition de l'esclavage à Gorée et Saint-Louis applicable au 23 août 1848.
18 octobre 1848	Proclamation de l'abolition de l'esclavage à la Réunion applicable au 20 décembre 1848.
1878	Saint-Barthélemy redevient française.

2. TEXTES DE COMBAT ET PROCLAMATIONS ABOLITIONNISTES

1791

ADRESSE DE LA SOCIETE DES AMIS DES NOIRS A L'ASSEMBLEE NATIONALE

« Nous croyons bien que tous les hommes naissent libres et égaux en droits, quelle que soit la couleur de leur peau, quel que soit le pays où le sort les fasse naître.

Nous croyons bien que nul homme ne peut aliéner sa liberté, que nul homme ne peut, sous quelque prétexte que ce soit, ravir la liberté de son semblable, que nulle société ne peut consacrer ou légitimer pareil brigandage.

Nous croyons bien que malgré les lois, les usages, les habitudes contraires, l'esclave reste libre, parce qu'on ne peut prescrire contre la nature ; qu'en conséquence, la restitution de la liberté n'est pas un bienfait, une faveur, mais un devoir rigoureux. »

Etienne Clavière, mars 1791

LA DECLARATION DE LOUIS DELGRES -10 MAI 1802

Le dernier cri de l'innocence et du désespoir

C'est dans les plus beaux jours d'un siècle à jamais célèbre par le triomphe des lumières et de la philosophie, qu'une classe d'infortunés qu'on veut anéantir se soit obligée d'élever sa voix vers la postérité, pour lui faire connaître, lorsqu'elle aura disparu, son innocence et ses malheurs.

Victime de quelques individus altérés de sang, qui ont osé tromper le Gouvernement français, une foule de citoyens, toujours fidèle à la patrie, se voit enveloppée dans une proscription méditée par l'auteur de tous ses maux.

Le général Richepance, dont nous ne connaissons pas l'étendue des pouvoirs, puisqu'il ne s'annonce que comme général d'armée, ne nous a encore fait connaître son arrivée que par une proclamation, dont les expressions sont si bien mesurées que lors même qu'il promet protection, il pourrait nous donner la mort, sans s'écarter des termes dont il se sert.

A ce style, nous avons reconnu l'influence du contre-amiral Lacrosse, qui nous a juré une haine éternelle...

Oui, nous aimons à croire que le général Richepance, lui aussi, a été trompé par cet homme perfide, qui sait employer également les poignards et la calomnie.

Quels sont les coups d'autorité dont on nous menace ? Veut-on diriger contre nous les baïonnettes de ces braves militaires, dont nous aimions à calculer le moment de l'arrivée, et qui naguère ne les dirigeaient que contre les ennemis de la République ?

Ah ! Plutôt, si nous en croyons les coups d'autorité déjà frappés au fort de la Liberté, le système d'une mort lente dans les cachots continue à être suivi.

Eh bien ! Nous choisissons de mourir plus promptement.

Osons le dire, les maximes de la tyrannie la plus atroce sont surpassées aujourd'hui.

Nos anciens tyrans permettaient à un maître d'affranchir son esclave, et tout nous annonce que, dans le siècle de la philosophie, il existe des hommes, malheureusement trop puissants par leur éloignement de l'autorité dont ils émanent, qui ne veulent voir d'hommes noirs ou tirant leur origine de cette couleur, que dans les fers de l'esclavage.

Et vous, Premier Consul de la République, vous guerrier philosophe de qui nous attendions la justice qui nous était due, pourquoi faut-il que nous ayons à déplorer notre éloignement du foyer d'où partent les conceptions sublimes que vous nous avez si souvent fait admirer !

Ah ! Sans doute un jour vous connaîtrez notre innocence ; mais il ne sera plus temps, et des pervers auront déjà profité des calomnies qu'ils ont prodiguées contre nous pour consommer notre ruine.

Citoyens de la Guadeloupe, vous dont la différence de l'épiderme est un titre suffisant pour ne point craindre les vengeances dont on nous menace, à moins qu'on ne veuille vous faire un crime de n'avoir pas dirigé vos armes contre nous, vous avez entendu les motifs qui non excitent notre indignation

La résistance à l'oppression est un droit naturel. La Divinité même ne peut être offensée que nous défendions notre cause ; elle est celle de la justice, de l'humanité. Nous ne la souillerons pas par l'ombre même du crime.

Oui, nous sommes résolus à nous tenir sur une juste défensive ; mais nous ne deviendrons jamais les agresseurs.

Pour vous, restez dans vos foyers ; ne craignez rien de notre part. Nous vous jurons solennellement de respecter vos femmes, vos enfants, vos propriétés, et d'employer tous nos moyens à les faire respecter par tous.

Et toi, Postérité, accorde une larme à nos malheurs et nous mourrons satisfaits ! »

VICTOR SCHOELCHER (1804-1893)

Que l'esclavage soit ou ne soit pas utile, il faut le détruire; une chose criminelle ne doit pas être nécessaire. La violence commise envers le membre le plus infime de l'espèce humaine affecte l'humanité toute entière ; chacun doit s'intéresser à l'innocent opprimé sous peine d'être victime à son tour, quand viendra un plus fort que lui pour l'asservir. La liberté d'un homme est une parcelle de la liberté universelle, vous ne pouvez toucher à l'une sans compromettre l'autre tout à la fois.[...]

Des colonies françaises, Abolition immédiate de l'esclavage, Victor Schoelcher, 1842

3. EXTRAITS DE TEXTES DE GRANDS AUTEURS (XVIII^e- XIX^e SIECLES)

ENCYCLOPEDIE 1765- «Traite des Nègres»

« On dira peut-être que les colonies seraient bientôt ruinées si l'on y abolissait l'esclavage des nègres. Mais quand cela serait, faut-il conclure de là que le genre humain doit être horriblement lésé pour nous enrichir ou fournir à notre luxe ? Il est vrai que les bourses des voleurs de grand chemin seraient vides, si le vol était absolument supprimé : mais que les hommes ont-ils le droit de s'enrichir par des voies cruelles et criminelles? [...]

Que les colonies européennes soient donc détruites plutôt que de faire tant de malheureux ! »

Jacques-Henri BERNARDIN DE SAINT PIERRE (1737-1814)

Voici comme on les traite. Au point du jour, trois coups de fouet sont le signal qui les appelle à l'ouvrage. Chacun se rend avec sa pioche dans les plantations, où ils travaillent, presque nus, à l'ardeur du soleil. On leur donne pour nourriture du maïs broyé, cuit à l'eau, ou des pains de manioc ; pour habit, un morceau de toile.

A la moindre négligence, on les attache par les pieds et par les mains sur une échelle; le commandeur, armé d'un fouet de poste, leur donne sur le derrière nu cinquante, cent et jusqu'à deux cents coups. Chaque coup enlève une portion de la peau. Ensuite on détache le misérable tout sanglant; on lui met au cou un collier de fer à trois pointes, et on le ramène au travail. (...)

Il y a une loi faite en leur faveur appelée le Code Noir. Cette loi favorable ordonne qu'à chaque punition ils ne recevront pas plus de trente coups ; qu'ils ne travailleront pas le dimanche, qu'on leur donnera de la viande toutes les semaines, des chemises tous les ans; mais on ne suit point la loi. [...]

De temps en temps, on les baptise. On leur dit qu'ils sont devenus frères des blancs et qu'ils iront en paradis. Mais ils ne sauraient croire que les Européens puissent jamais les mener au ciel ; ils disent qu'ils sont sur la terre la cause de tous leurs maux [...]

Ma plume se lasse d'écrire ces horreurs, mes yeux sont fatigués de les voir et mes oreilles de les

entendre. Au Port-Louis de l'île de France, 25 avril 1769

PS: Je ne sais pas si la café et le sucre sont nécessaires au bonheur de l'Europe, mais je sais bien que ces deux végétaux ont fait le malheur des deux parties du monde.

Voyage à l'île de France,
1773

Condorcet, *Épître dédicatoire aux Nègres esclaves, mes amis*

Mes amis

Quoique je ne sois pas de la même couleur que vous, je vous ai toujours regardés comme mes frères. La nature vous a formés pour avoir le même esprit, la même raison, les mêmes vertus que les Blancs. Je ne parle ici que de ceux d'Europe ; car pour les Blancs des colonies, je ne vous fais pas l'injure de les comparer à vous ; je sais combien de fois votre fidélité, votre probité, votre courage ont fait rougir vos maîtres. Si on allait chercher un homme dans les îles de l'Amérique, ce ne serait point parmi les gens de chaire blanche qu'on le trouverait. Votre suffrage ne procure point de places dans les colonies ; votre protection ne fait point obtenir de pensions ; vous n'avez pas de quoi soudoyer les avocats : il n'est donc pas étonnant que vos maîtres trouvent plus de gens qui se déshonorent en défendant leur cause, que vous n'en avez trouvés qui se soient honorés en défendant la votre. Il y a même des pays où ceux qui voudraient écrire en votre faveur n'en auraient point la liberté.

Tous ceux qui se sont enrichis dans les îles aux dépens de vos travaux et de vos souffrances, ont, à leur retour, le droit de vous insulter dans des libelles calomnieux ; mais il n'est point permis de leur répondre.

Telle est l'idée que vos maîtres ont de la bonté et de leurs droits ; telle est la conscience qu'ils ont de leur humanité à votre égard. Mais cette injustice n'a pas été pour moi qu'une raison de plus pour prendre, dans un pays libre, la défense de la liberté des hommes. Je sais que vous ne connaîtrez jamais cet ouvrage, et la douceur d'être béni par vous me sera toujours refusée. Mais j'aurai satisfait mon cœur déchiré par le spectacle de vos maux, soulevé par l'insolence absurde des sophismes de vos tyrans. Je n'emploierai point l'éloquence, mais la raison ; je parlerai, non des intérêts du commerce, mais des lois de la justice.

Condorcet, Épître dédicatoire aux Nègres esclaves, mes amis Texte publié en tête de la brochure intitulée "Réflexions sur l'esclavage des Nègres", par M. Schwartz, pasteur du Saint Évangile à Bienne, membre de la société économique de 8 ***[Berne], Neuchâtel, 1781 IV-XVIII-86 pages. Seconde édition en 1788.

« Réduire un homme à l'esclavage, l'acheter, le vendre, le retenir dans la servitude, ce sont de véritables crimes, et des crimes pires que le vol. En effet, on dépouille l'esclave non seulement de toute propriété mobilière ou foncière, mais de la faculté d'en acquérir, mais de la propriété de son temps, de ses forces, de tout ce que la nature lui a donné pour conserver sa vie ou satisfaire à ses besoins.

Ou il n'y point de morale, ou il faut convenir de ce principe. Que l'opinion ne flétrisse point ce genre de crime, que la loi du pays le tolère ; ni l'opinion, ni la loi ne peuvent changer la nature des actions, et cette opinion serait celle de tous les hommes, et le genre humain assemblé aurait, d'une voix unanime, porté cette loi, que le crime resterait toujours un crime.

Dans la suite nous comparerons souvent avec le vol l'action de réduire à l'esclavage. Ces deux crimes, quoique le premier soit beaucoup moins grave, ont de grands rapports entre eux ; et comme l'un a toujours

été le crime du plus fort, et le vol celui du plus faible, nous trouvons toutes les questions sur le vol résolues d'avance et suivant de bons principes, par tous les moralistes, tandis que l'autre crime n'a pas même de nom dans leurs livres. Il faut excepter cependant le vol à main armée qu'on appelle *conquête*, et quelques autres espèces de vols où c'est également le plus fort qui dépouille le plus faible: les moralistes sont aussi muets sur ces crimes que sur celui de réduire des hommes à l'esclavage. »

Condorcet, Extrait de la Réflexion sur l'esclavage des nègres, 1781

4. TEXTES JURIDIQUES ET GRANDES DECLARATIONS

DECRET DE LA CONVENTION NATIONALE DU 4 FEVRIER 1791

« Décret de la convention nationale du 16^e jour de Pluviôse, an 2 de la République française une et indivisible ; Qui abolit l'esclavage des Nègres dans les colonies,

La convention nationale déclare que l'esclavage des Nègres dans toutes les Colonies est aboli ; en conséquence elle décrète que tous les hommes sans distinction de couleur, domiciliés dans les colonies, sont citoyens français et jouiront de tous les droits assurés par la constitution.

Elle renvoie au Comité de Salut Public pour lui faire incessamment un rapport sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution du présent décret. »

DECRET DU 27 AVRIL 1848

« Le gouvernement provisoire, considérant que l'esclavage est un attentat contre la dignité humaine, qu'en détruisant le libre arbitre de l'homme, il supprime le principe naturel du droit et du devoir; qu'il est une violation flagrante du dogme républicain : Liberté, Egalité, Fraternité [...]

Décète

Article Premier :

L'esclavage sera entièrement aboli dans toutes les colonies et possessions françaises, deux mois après la promulgation du présent décret dans chacune d'elle ;

Article 5:

L'assemblée nationale réglera la quotité d'indemnité qui devra être accordé aux colons.

Article 6:

Les colonies, purifiées de la servitude, et les possessions de l'Inde seront représentées à l'Assemblée nationale

Article 8:

A l'avenir, même en pays étranger, il est interdit à tout Français de posséder, d'acheter ou de vendre des esclaves, et de participer, directement ou indirectement, à tout trafic ou exploitation de ce genre. Toute infraction à ces dispositions entraînera la perte de la qualité de citoyen français.

5. TEXTES AUTEURS CONTEMPORAINS

Léon GONTRAN=DAMAS (1912=1978) Il est des nuits

Il est des nuits sans nom
il est des nuits sans lune
où jusqu'à l'asphyxie
moite
me prend
l'âcre odeur du sang
jaillissant
de toute trompette bouchée

Des nuits sans nom
des nuits sans lune
la peine qui m'habite
m'opprime
la peine qui m'habite
m'étouffe

Nuits sans nom
nuits sans lune
où j'aurais voulu
pouvoir ne plus douter
tant m'obsède d'écœurement
un besoin d'évasion

Sans nom
sans lune
sans lune
sans nom
nuits sans lune
sans nom sans nom
où le dégoût s'ancre en moi
aussi profondément qu'un beau poignard malais.

LA COMPLAINTÉ DU NÈGRE

Ils me l'ont rendue
la vie
plus lourde et lasse

Mes aujourd'hui ont chacun sur mon jadis
de gros yeux qui roulent de rancœur
de honte

Les jours inexorablement
tristes
jamais n'ont cessé d'être
à la mémoire
de ce que fut
ma vie tronquée

Va encore
mon hébétude
du temps jadis
de coups de corde nouveaux
de corps calcinés
de l'orteil au dos calcinés
de chair morte
de tisons
de fer rouge
de bras brisés
sous le fouet qui se déchaîne
sous le fouet qui fait marcher la plantation
et s'abreuver de sang de mon sang de sang la sucrerie
et la bouffarde du commandeur crâner au ciel.

Léon-Gontran Damas, *Pigments*, Paris, Les éditions Présence africaine, 1937. (Ouvrage interdit en 1939)

POURQUOI EN VOULOIR A TOUS CEUX DONT JE SUIS

qui retrouvent enfin
le fil du drame interrompu
au bruit lourd des chaînes
du brigantin frêle mouillant dans l'aube grise de l'Anse aux KLOUSS
MASKILILIS
malins qui dansent m'expliquerez-vous pourquoi tou-
jours sur cet immense fond rouge
de sang d'hommes jusqu'au der-
nier armés de sagaies et de flèches
à l'usage inutiles

Être de ceux qui jamais n'ont cessé d'être
un souvenir qui soudain retrouve enfin
le fil du drame interrompu
au bruit lourd des chaînes
du brigantin frêle
mouillant dans l'aube grise de l'Anse aux Klouss
c'est bel et bien restituer
le parfum fort du rythme des heures claires
battu le rythme coupé le rythme et refoulé le rythme
Être de ceux qui jamais n'ont cessé d'être un souvenir
qui soudain retrouve enfin le fil du drame interrompu
au bruit lourd des chaînes
du brigantin frêle
mouillant dans l'aube grise de l'Anse aux Klouss
Maskililis
malins qui dansent
m'expliquerez-vous pourquoi tou-
jours sur cet immense fond rouge
de sang d'hommes jusqu'au der-
nier armés de sagaies et de flèches
à l'usage inutiles
[...]

Léon-Gontran Damas Black-Label, IV (Extrait), Gallimard, NRF, Paris, 1956 , 2e édition 2004.

LEOPOLD SEDAR SENGHOR (1906-2001)

Ah ! me soutient l'espoir qu'un jour je coure devant toi, Princesse, porteur de ta récade à l'assemblée des peuples.
C'est un cortège plus de grandeur que celui même de l'Empereur Gongo-Moussa en marche vers l'Orient étincelant.
O désert sans ombre désert, terre austère terre de pureté, de toutes mes petites
Lave-moi, de toutes mes contagions de civilisé.
Que me lave la face ta lumière qui n'est point subtile, que ta violence sèche me baigne dans une tornade de sable
Et tel le blanc méhari de race, que mes lèvres de neuf jours en neuf jours soient chastes de toute eau terrestre, et silencieuses.
Je marcherai par la terre nord-orientale, par l'Égypte des temples et des pyramides
Mais je vous laisse Pharaon qui m'a assis à sa droite et mon arrière grand-père aux oreilles rouges.
Vos savants sauront prouver qu'ils étaient hyperboréens ainsi que toutes mes grandeurs ensevelies.
Cette colonne solennelle, ce ne sont plus quatre mille esclaves portant chacun cinq mithkals d'or
Ce sont sept mille nègres nouveaux, sept mille soldats sept mille paysans humbles et fiers
Qui portent les richesses de ma race sur leurs épaules musicales. Ses richesses authentiques.
Non plus l'or ni l'ambre ni l'ivoire, mais les produits d'authentiques paysans et de travailleurs à vingt centimes l'heure
Mais toutes les ruines pendant la traite européenne des nègres Mais toutes les larmes par les trois continents, toutes les sueurs noires qui engraisèrent les champs de canne et de coton
Mais tous les hymnes chantés, toutes les mélodies déchirées par la trompette bouchée
Toutes les joies dansées oh ! toute l'exultation criée.
Ce sont sept mille nègres nouveaux, sept mille soldats sept mille paysans humbles et fiers
Qui portent les richesses de ma race sur leurs épaules d'amphore
La Force la Noblesse la Candeur
Et comme d'une femme, l'abandonnement ravie à la grande force cosmique, à l'Amour qui meut les mondes chantants.

Léopold Sédar Senghor, Chants d'ombre, Que m'accompagnent Kôras et Balafong, VIII, in Œuvre poétique, Éditions du Seuil, Paris, 1945, réédition 2006.

FRANTZ FANON (1925-
1961)

Je suis nègre et des tonnes de chaînes, des orages de coups, des fleuves de crachats ruissellent sur mes épaules. Mais je n'ai pas le droit de me laisser ancrer. Je n'ai pas le droit d'admettre la moindre parcelle d'être dans mon existence. Je n'ai pas le droit de me laisser engluier par les déterminations du passé. Je ne suis pas esclave de l'Esclavage qui déshumanisa mes pères. Il ne faut pas essayer de fixer l'homme puisque son destin est d'être lâché. La densité de l'Histoire ne détermine aucun de mes actes. Je suis mon propre fondement. Et c'est en dépassant la donnée historique, instrumentale, que j'introduis le cycle de ma liberté. Le malheur de l'homme de couleur est d'avoir été esclavagisé. Le malheur et l'inhumanité du Blanc sont d'avoir tué l'homme quelque part

]

Moi l'homme de couleur je ne veux qu'une chose : Que jamais l'instrument ne domine l'homme. Que cesse à jamais l'asservissement de l'homme par l'homme. C'est-à-dire de moi par un autre. Qu'il me soit permis de découvrir et de vouloir l'homme où qu'il se trouve. Le nègre n'est pas. Pas plus que le blanc. Tous deux ont à s'écarter des voix inhumaines qui furent celles de leurs ancêtres respectifs afin que naisse une authentique communication. Avant de s'engager dans la voix positive, il y a pour la liberté un effort de désaliénation. [...]

Frantz Fanon, *Peau noire, masques blancs* (1952)

Texte lu en présence de Lionel JOSPIN, premier ministre, le 29 mai 2001 pour célébrer le vote de la loi du 21 mai 2001 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité.

[...] Le 27 avril 1848, un peuple qui depuis des siècles piétinait sur les degrés de l'ombre, un peuple que depuis des siècles le fouet maintenait dans les fosses de l'histoire, un peuple torturé depuis des siècles, un peuple humilié depuis des siècles, un peuple à qui on avait volé son pays, ses dieux, sa culture, un peuple à qui ses bourreaux tentaient de ravir jusqu'au nom d'homme, ce peuple-là, le 27 avril 1848, par la grâce de Victor Schoelcher et la volonté du peuple français, rompait ses chaînes et au prometteur soleil d'un printemps inouï, faisait irruption sur la grande scène du monde.

Et voici la merveille, ce qu'on leur offrait à ces hommes montés de l'abîme ce n'était pas une liberté diminuée ; ce n'était pas un droit parcellaire ; on ne leur offrait pas de stage ; on ne les mettait pas en observation, on leur disait : "Mes amis il y a depuis trop longtemps une place vide aux assises de l'humanité. C'est la vôtre."

Et du premier coup, on nous offrait toute la liberté, tous les droits, tous les devoirs, toute la lumière. Eh bien la voilà, l'œuvre de Victor Schoelcher. L'œuvre de Schoelcher, ce sont des milliers d'hommes noirs se précipitant aux écoles, se précipitant aux urnes, se précipitant aux champs de bataille, ce sont des milliers d'hommes noirs accourant partout où la bataille est de l'homme ou de la pensée et montrant, afin que nul n'en ignore, que ni l'intelligence ni le courage ni l'honneur ne sont le monopole d'une race élue. [...]

Aimé Césaire, extrait du discours prononcé le 21 juillet 1945 à l'occasion de la fête traditionnelle dite de Victor Schœlcher, publié dans Victor Schœlcher et l'abolition de l'esclavage, éditions Le capicrin, Lectoure, mars 2004, p. 58.

Aimé CÉSAIRE : *Mémorial de Louis Delgrès* (extrait de *Ferrements*)

Un brouillard monta
Le même qui depuis toujours m'obsède
Tissu de bruits de ferrements de chaînes sans clefs
D'éraflures de griffes
D'un clapotis de crachats

Un brouillard se durcit et un poing surgit
Qui cassa le brouillard
Le poing qui toujours m'obsède

Et ce fut sur une mer d'orgueil
Un soleil non pareil
Avançant ses crêtes majestueuses
Comme un jade troupeau de taureaux
Vers les plages prairies obéissantes
Et ce furent des montagnes libérées
Pointant vers le ciel leur artillerie fouguese
Et ce furent des vallées au fond desquelles
L'Espérance agita les panaches fragiles des cannes à sucre
De janvier

Louis Delgrès je te nomme

Et soulevant hors silence le socle de ce nom
Je heurte la précise épaisseur de la nuit
D'un rucher extasié de lucioles...

Delgrès il n'est point de printemps
Comme la chlorophylle guettée d'une rumeur émergente de
Morsures de ce prairial têtue
Trois jours tu vis contre les môles de ta saison
L'incendie effarer ses molosses
Trois jours il vit Delgrès de sa main épeleuse de graines ou
De racines
Maintenir dans l'exacte commissure de leur rage impuissante
Gobert et Pélage les chiens colonialistes

Alentour le vent se gifle de chardons
D'en haut le ciel est bruine de sang ingénu
Fort Saint-Charles je chante par-dessus la visqueuse étreinte
Le souple bond d'Ignace égrenant essoufflée
Par cannaies et clérodendres la meute colonialiste

Et je chante Delgrès qui aux remparts s'entête
Trois jours Arpentant la bleue hauteur du rêve
Projeté hors du sommeil du peuple
Trois jours Soutenant soutenant de la grêle contexture

De ses bras
Notre ciel de pollen écrasé...

Le troupeau d'algues bleues cherche au labyrinthe des îles
Voussure ombreuse de l'écoute
La seule qui fût flaireuse d'une nouvelle naissance
Haïti aisance du mystère
L'étroit sentier de houle dans la brouillure des fables...

Mais quand à Baimbridge Ignace fut tué
Que l'oiseau charognard du hurrah colonialiste
Eut plané son triomphe sur le frisson des îles

Alors l'Histoire hissa sur son plus haut bûcher
La goutte de sang je dis
Où vint se refléter comme en profond parage
L'insolite brisure du destin...

Morne Matouba
Lieu abrupte. Nom abrupt et de ténèbres En bas
Au passage Constantin là où les deux rivières
Ecorcent leurs hoquets de couleuvres
Richepanse est là qui guette
(Richepanse l'ours colonialiste aux violettes gencives
friand du miel solaire butiné aux campêches)

et ce fut aux confins l'exode du dialogue

tout trembla sauf Delgrès...

O mort, vers soi-même le bond considérable
Tout sauta sur le noir Matouba

L'épais filet de l'air vers les sommets hala
D'abord les grands chevaux du bruit cabrés contre le ciel
Puis mollement le grand poulpe avachi de fumée
Dérisoire cracheur dans la nuit qu'il injecte
De l'insolent parfum d'une touffe de citronelle
Et un vent sur les îles s'abattit
Que cribla la suspecte violence des criquets...

Delgrès point n'ont devant toi chanté les triomphales
Flûtes ni rechigné ton ombre les citernes
Séchées ni l'insecte vorace n'a patûré ton site
O Briseur Déconcerteur Violent
Je chante la main qui dédaigna d'écumer
De la longue cuillère des jours
Le bouillonnement de vesou de la grande cuve du temps
Et je chante
Mais de toute la trompette du ciel plénier et sans merci

Rugi le tenace tison hâtif
Lointainement agi par la rigueur téméraire de l'aurore !
Je veux entendre un chant où l'arc-en-ciel se brise
Où se pose le courlis aux plages oubliées
Je veux la liane qui croît sur le palmier
(C'est sur le tronc du présent notre avenir têtue)

Je veux le conquistador à l'armure descellée
Se couchant dans une mort de fleurs parfumées
Et l'écume encense une épée qui se rouille
Dans le vol bleuté de lents cactus hagards

Je veux au haut des vagues soudoyant le tonnerre de midi
La négrillonne tête désenlisant d'écumes
La souple multitude du corps impérissable

Que dans la vérité pourrie de nos étés
Monte et ravive une fripure de bagasses
Un sang de lumière chue aux coulures des cannaies

Et voici dans cette sève et ce sang dedans cette évidence
Aux quatre coins des îles Delgrès qui nous méandre
Ayant Icare dévolu creusé au moelleux de la cendre
La plaie phosphorescente d'une insondable source
Or
Constructeur du cœur dans la chair molles des mangliers
Aujourd'hui Delgrès
Aux creux de chemins qui se croisent
Ramassant ce nom hors marennes
Je te clame et à tout vent futur
Toi buccinateur d'une lointaine vendange.

EDOUARD GLISSANT (1928-2011)

« « Nous, descendants de ceux qui ont souffert l'esclavage, nous héritons de ce qu'ils ont accompli, leurs patiences et leurs ténacités, l'humilité avec laquelle ils ont maintenu la mémoire du Pays d'Avant, et quand ils l'eurent égarée, la ténacité avec laquelle ils ont soutenu leur rapport nouveau avec la terre nouvelle, soit dans les îles, soit sur les continents, dans la plantation ou le bourg ou la ville, et nous avons hérité leurs œuvres. Mais nous n'avons pas hérité leurs souffrances, voyez-vous, quelque effort que nous fassions, nous ne nous retrouverons jamais à leur place dans la géhenne et l'intolérable, il y a cette distance à jamais entre eux et nous, de l'accomplissement d'un irrémédiable, et quoi que nous puissions crier, nous ne comblerons pas cette distance.

C'est pourquoi il semblerait dérisoire et même inconvenant de réclamer des redevances, des arriérés, ou des témoignages de repentance, comme si nous allions monnayer toutes ces échéances, et comment et pour quoi faire de tels deniers ? *Oui, cet esclavage monstrueux et insaisissable a été plus que positif, mais du fait exclusif de ceux qui l'ont enduré, et contre l'opposition obstinée de ceux qui en ont bénéficié.* La seule réparation qui

doive être faite est aux nations de l'Afrique noire, pour ce sous développement total dans lequel la traite les a d'abord précipitées : les nations du monde occidental n'ont pas là une dette à rembourser mais un crime immense dont les conséquences doivent être réduites, non pas sous la forme d'aumônes et de dons, mais dans la perspective de ces solidarités d'un nouveau style qu'il faut ménager entre les archipels et les continents du monde "

« Nous, descendants des anciens tenants de l'esclavage, nous croyons qu'il est aussi vain de se boucher les yeux que de se battre la poitrine. Un pays emprunte les voies et moyens que son temps lui permet, et il n'y a nulle manière de revenir sur un parcours historique, sinon par les évidences qu'on y projette et par le partage de ces évidences entre toutes les consciences : l'esclavage des Africains dans le Nouveau Monde a été un malfait dont nous ne croyons pas qu'il y ait lieu d'exiger repentance, sans non plus que l'évocation de cette idée de repentance déclenche en nous des crises de crispations exaspérées. Toute repentance est grande et généreuse, et il ne vaut pas, il est indigne, qu'on se batte autour de son évocation. Simplement, les conditions d'existence dans le monde ont changé, c'est là un lieu commun, il nous faut en participer, dans l'idée d'une solidarité de tous les peuples, solidarité actuellement impossible à réaliser, mais sans laquelle nous ne préserverons aucune de nos humanités, menacées de partout. La grandeur d'un pays ne relève pas d'abord, dans ce contexte nouveau, de sa puissance économique ou de ses capacités à se défendre, qui ne sont pas à négliger ou à mal considérer, ni de son pouvoir d'attaquer les autres, qui est haïssable, mais de son aptitude et de son audace à proposer le dépassement et l'ouverture d'une nouvelle route planétaire, la *Route des solidarités du monde*.

Elle est plus difficile à baliser que les anciennes Routes de la soie, ou du sel, ou des épices, ou même de l'esclave. Entrons-y pourtant, sans naïveté ni scepticisme.

Edouard GLISSANT, *Mémoires des esclavages*, Gallimard- La documentation française (2007)

6 TEXTES DE L'EXPOSITION DU CNMHE 2018

Les textes de l'exposition du CNMHE : en finir avec les traites, en finir avec l'esclavage

1- La seconde abolition de l'esclavage dans les colonies françaises.

1.1 L'abolition à la suite de la révolution de 1848

Le 24 février 1848, Le roi Louis Philippe est chassé du pouvoir. La Deuxième République est proclamée. Le 4 mars 1848, le principe d'abolition de l'esclavage est adopté. Le 27 avril 1848, le gouvernement provisoire de la Deuxième République abolit l'esclavage dans les colonies françaises. Cette mesure renoue avec l'abolition proclamée sous la Première République le 4 février 1794 cependant abrogée par le Consulat à l'instigation de Napoléon Bonaparte en 1802.

1.2 Le rôle décisif de Schoelcher

Inspiré par les recommandations de la commission présidée par Victor Schoelcher, le décret du 27 avril 1848 impose l'abolition immédiate de l'esclavage en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, en Guyane mais aussi au Sénégal, dans les dépendances de Mayotte et en Algérie. Entre mai 1848 et janvier 1849, près de 250 000 femmes et hommes retrouvent ainsi la jouissance de leur liberté spoliée.

1.3 Des droits des nouveaux libres restreints

Ce décret doit toutefois être nuancé dans son contenu comme dans ses ambitions. L'article 5 dispose que les propriétaires doivent être dédommagés pour la perte de leur « bien », en occultant la reconnaissance de l'esclavage comme « crime de lèse-humanité » et l'indemnisation des victimes de « l'institution particulière ». Quant aux 12 autres décrets complémentaires, adoptés le 27 avril 1848, ils restreignent aux affranchis l'exercice de certains droits fondamentaux. Le décret relatif à la répression de la mendicité et du vagabondage réaffirme par exemple le droit de propriété des anciens maîtres sur les « cases et les terrains actuellement affectés aux esclaves » en fragilisant l'autonomie économique et sociale des affranchis. De même, l'Instruction pour les élections dans les colonies exclut de la citoyenneté les nouveaux libres de Mayotte et d'Algérie.

2 - Les résistances à l'Abolition en France de 1770-1848

2.1 L'émergence tardive et difficile de l'Abolition en France : 1770 : *Histoire philosophique, politique et des établissements et commerce des Européens dans les deux Indes*

La publication de cet ouvrage écrit par un collectif attribué à l'abbé Raynal (1713-1796) et édité pour la première fois en 1770 est sans doute le moment fondateur de l'histoire de l'abolition de l'esclavage en France.

A cette date, la propagande abolitionniste est déjà fort engagée en Angleterre. Dès sa sortie, l'ouvrage est interdit. Quand paraît la 3^e édition de *l'Histoire des deux Indes* (1780), encore plus critique, cette encyclopédie de l'anticolonialisme est mise à l'index, condamnée par le Parlement et brûlée en place publique.

2.2 Restaurer les colonies (1802-1804) : un nouvel obstacle au progrès de l'abolition

Aboli par la Convention le 4 février 1794, l'esclavage est rétabli le 16 juillet 1802 en Guadeloupe et en 1803 en Guyane par le Premier Consul Napoléon Bonaparte. Cette décision porte un coup très dur au projet abolitionniste. Elle s'inscrit dans le cadre d'une politique de restauration coloniale ambitieuse centrée autour du développement des plantations sucrières antillaises. Malgré la perte définitive de *Saint Domingue* et la proclamation d'Haïti le 1^{er} janvier 1804, la nouvelle impulsion donnée aux productions coloniales fondées sur le travail servile en Guadeloupe, en Martinique et Bourbon renforcent les résistances à l'abolitionnisme.

2.3 Une forme de résistance efficace : la pratique de la traite illégale (1814-1848)

« *Il y va de la prospérité de nos ports, de celle de nos colonies, du maintien de notre marine et de notre intérêt car toutes ces choses se tiennent et sont étroitement liées* ». Cette phrase sans équivoque est écrite dans une pétition des armateurs du Havre, le 3 octobre 1814, pour défendre le maintien de la traite des noirs. Premier pas vers celle de l'esclavage, l'abolition de la traite, malgré la condamnation réitérée par Napoléon I^{er} le 29 mars 1815 après son retour de l'Île d'Elbe, n'empêche pas le succès d'une traite illégale. Malgré les ordonnances royales du 8 janvier 1817 confirmées le 15 avril 1818, elle prospère dans les anciens ports négriers durant les années 1820.

3 –L’esclave et la liberté

3.1 Le désir individuel de liberté

Les esclaves ont toujours eu une conception très nette de la liberté. La pratique de l’esclavage s’accompagne de celle de l’affranchissement. Pendant longtemps, les esclaves conçoivent cette liberté dans le cadre d’une stratégie individuelle ou familiale. Il s’agit alors pour eux d’obtenir cette faveur suprême de leur maître. Les maîtres affranchissent les esclaves qualifiés de « bons sujets » et donnent également la liberté à une partie des femmes esclaves, avec lesquelles ils ont eu des enfants illégitimes, ainsi qu’à ces derniers.

3.2 La liberté contre l’ordre colonial

L’autre voie de la liberté est de s’enfuir. L’esclave fugitif est alors qualifié de marron. Au Brésil, au Surinam, en Jamaïque, mais aussi dans la région des Mamelles en Guadeloupe ou dans les Hauts de La Réunion (Bourbon), des fuites collectives d’esclaves donnent naissance à des camps de marrons. Lorsqu’elles ne parviennent pas à les éradiquer, les autorités coloniales signent des traités avec les communautés marronnes.

Certains esclaves qui accompagnent leurs maîtres sur le sol du royaume de France obtiennent la liberté en saisissant les tribunaux. En effet, le sol du royaume donne la liberté.

3.3 L’émergence de l’idée de liberté générale

La Révolution française encourage les esclaves à concevoir l’idée collective de liberté. En raison des multiples conflits qui traversent le monde colonial, beaucoup d’esclaves sont armés, ce qui débouche sur des révoltes serviles, la plus célèbre étant celle de Saint-Domingue, en août 1791. Très rapidement, les révoltés exigent la liberté générale.

Le 21 juin 1793, les commissaires civils Sonthonax et Polverel proclament la liberté de tous les esclaves qui servent la République. Puis ils étendent cette mesure à leurs femmes, à leurs enfants et à toute la population servile. Le 4 février 1794, la Convention entérine l’abolition de l’esclavage de Saint-Domingue et l’étend à toutes les colonies. Les esclaves deviennent également citoyens.

4 – L’application de l’abolition de l’esclavage dans les colonies françaises

La Révolution de février 1848 est connue quelques semaines plus tard dans les colonies des Antilles. La République envoie dans les colonies des commissaires chargés d’appliquer, dans un délai de deux mois, le décret d’abolition de l’esclavage du 27 avril 1848.

4.1 Une révolte d’esclaves accélère l’abolition aux Antilles

Le 22 mai 1848, suite à l’arrestation d’un esclave jouant du tambour, une insurrection éclate à Saint-Pierre. La révolte s’étend au nord de la Martinique. Les troubles font 35 morts. Le 23 mai, des esclaves demandent l’abolition sur-le-champ. Le gouverneur Rostoland la proclame en Martinique, le jour même. Craignant des troubles similaires, le gouverneur Layrle décrète l’abolition en Guadeloupe le 27 mai 1848. Le décret officiel arrive en Martinique quelques jours plus tard (3 juin).

4.2 L’abolition avec un délai de deux mois pour la Guyane, le Sénégal et la Réunion

Le 10 juin 1848, le décret émancipateur est publié en Guyane et est appliqué deux mois après, le 10 août. Dans les deux comptoirs du Sénégal, l’abolition est proclamée, le 23 juin 1848 et applicable le 23 août 1848. Le 18 octobre 1848, le décret est promulgué par Sarda Garriga, envoyé de la République à la Réunion, pour mise en application à la date du 20 décembre. Les propriétaires demandent l’ajournement de la mesure, mais celle-ci est effectivement appliquée.

4.3 L’indemnité pour les anciens maîtres, la citoyenneté pour les anciens esclaves

Cette deuxième abolition, contrairement à celle de 1794, s’accompagne de l’indemnisation des maîtres. L’indemnité est fixée à 126 millions pour les quatre colonies (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion). En Guadeloupe, les anciens maîtres reçoivent 470 francs par esclave. En Martinique, l’indemnité s’élève à 430 francs par esclave. A la Réunion, l’indemnité versée s’élève à 704 francs par esclave. Le prix moyen d’un esclave est alors de 1 560 francs.

En 1848, les esclaves obtiennent la citoyenneté et reçoivent un patronyme, ce qui est novateur par rapport à la première abolition. Les officiers d’état civil évitent soigneusement de donner aux nouveaux libres les noms des anciens maîtres.

5 - L'abolitionnisme en Europe dans la première moitié du XIX^e siècle

5.1 Le rôle central de l'Angleterre

Le mouvement abolitionniste anglais poursuit sa trajectoire, commencée à la fin du XVIII^e siècle, avec les mêmes acteurs. Une loi d'abolition de la traite négrière avait été votée en 1796, elle ne devient effective qu'en 1807.

Au Congrès de Vienne, en 1815, les Britanniques cherchent à internationaliser l'interdiction du trafic négrier. Mais la répression est très lente à s'organiser, et une traite illégale se poursuit jusque tard dans le XIX^e siècle.

Un décret d'abolition de l'esclavage est voté en 1833, avec entrée en vigueur à partir du 1^{er} août 1834. Une période d'apprentissage non rémunérée est imposée, au cours de laquelle les anciens esclaves restent à la disposition de leurs anciens maîtres, pendant quatre ans pour les domestiques, six ans pour les cultivateurs.

Finalement, devant le mécontentement, et parfois les émeutes, tous les apprentis sont déclarés libres le 1^{er} août 1838.

5.2 Les hésitations françaises

Le mouvement abolitionniste français se recompose dans le sillage de l'abolitionnisme britannique. La Société de la Morale chrétienne (1822), puis la Société française pour l'abolition de l'esclavage (1834), se prononcent d'abord pour une abolition graduelle.

C'est donc hors du mouvement organisé que se font entendre des voix isolées réclamant une abolition immédiate, comme Cyril Bissette ou Civique de Gastine. En 1844, Victor Schoelcher, venu de la Société pour l'abolition de l'esclavage, se rallie à cette position, entraînant dans son sillage la majorité du courant abolitionniste.

L'avènement de la Seconde République permet l'adoption du décret d'abolition le 27 avril 1848.

5.3 Ailleurs

C'est à la fin des années 1840 que le Danemark (1846 – 1848), et la Suède (1847) abolissent l'esclavage, après avoir aboli depuis plus ou moins longtemps la traite (1792 pour le Danemark, 1815 pour la Suède).

6 - Abolitions sur le continent américain

6.1 L'Amérique latine ou l'abolition graduelle

En 1816, Simon Bolivar conclut un accord avec Alexandre Pétion, président de la République d'Haïti, par lequel il s'engage à abolir l'esclavage en échange du soutien de ce dernier. Les esclaves engagés dans les armées de libération sont rapidement affranchis.

Mais les abolitions nationales officielles sont d'autant plus lentes que les populations serviles sont importantes. Le Chili promulgue sa loi en 1823, les pays d'Amérique centrale en 1824, le Mexique en 1829, les États d'Amérique du Sud de 1831 à 1855. S. Moret, ministre espagnol des Colonies fait voter en 1870 pour les Caraïbes une loi d'abolition progressive qui n'est effective à Cuba qu'en 1886.

6.2 Le Brésil

Le Brésil est le pays où vit le plus grand nombre d'esclaves. Après l'interdiction de la traite en 1850, la pression de la Grande Bretagne, source de débouchés commerciaux, accélère le processus d'abolition: libération des esclaves de plus de 60 ans en 1884, interdiction de certains châtiments en 1886, abolition complète en 1888.

6.3 Aux États-Unis

Après le mouvement quaker, au 17^e siècle, l'abolitionnisme réapparaît à la fin du 18^e siècle. En 1808, la traite est interdite. Les États-Unis pratiquent dès lors une politique « d'élevage » d'esclaves. L'American Anti-Slavery Society à Philadelphie (1833), des insurrections (1831), des actions violentes (1859), l'*Underground Railroad* et des ouvrages militants (*La Case de l'oncle Tom*) font progresser la cause abolitionniste dans des États-divisés.

En 1854, le Parti républicain inscrit l'abolition à son programme. L'élection d'Abraham Lincoln, en 1860, déclenche la guerre de Sécession (1861-1865). Lincoln proclame l'émancipation à compter du 1^{er} janvier 1863. Le 6 décembre 1865, l'abolition de l'esclavage fait l'objet du 13^e amendement de la Constitution. Reste néanmoins à venir à bout d'une politique ségrégationniste tenace dans le Sud.

7 - Abolitions sur le continent africain

7.1 Les traites et esclavages en Afrique.

Esclavage et traite internes. Dans l'Afrique ancienne, le pouvoir se manifeste par la possession d'hommes et de femmes. Une partie de la population est soumise à la domesticité et au travail forcé. Des captifs de guerre, des criminels ou des esclaves pour dette sont vendus sur des marchés aux esclaves.

Trois traites d'exportation majeures. Elles s'appuient sur les réseaux existants en les amplifiant : la traite transsaharienne vers le Nord de l'Afrique, la traite orientale vers la Péninsule arabique, l'Inde et la Chine, et la traite transatlantique vers les Amériques.

7.2 Les résistances

Les traites et les esclavages n'ont jamais été acceptés. Les dénonciations sont anciennes, telle la *Charte du Manden (1222)* de Soundiata Keïta (Empire du Mali).

Les actes de résistance ont été nombreux et variés : évasions d'individus ou de communautés entières dans des zones refuges (Ile de Fadiouth en Sénégal), actes héroïques en terres africaines et à bord des navires négriers (immolation de femmes en Sénégal, captives se jetant à la mer au large de Badagri), fortification de cités/chefferies pour se protéger des rapt, etc.

7.3 Les abolitions

Première à abolir **la traite** (1807), l'Angleterre crée la *West African Squadron*. On estime qu'entre 1808 et 1860, elle a capturé 1 600 bateaux négriers et libéré 150 000 Africains.

L'ambivalence européenne face à l'esclavage. Le Sierra Leone (1787) et le Liberia (1822), peuplés d'esclaves libérés, sont issus d'une grande idée : l'abolition de l'esclavage. Mais ce discours émancipateur (Conférences de Berlin, 1885 et Bruxelles, 1890), qui a aussi pu justifier la politique coloniale de la fin du 19^e siècle, ne l'emporte pas sur la logique des Etats. Pour faciliter la colonisation, des accords sont signés avec des chefs africains esclavagistes et le travail forcé est légalisé (Code de l'Indigénat, 1881) pour n'être aboli qu'en 1946.

Quelques dates : 1846, Tunisie ; 1848, application partielle du décret de 1848 au Sénégal, Algérie et comptoirs français ; 1896, Madagascar ; 1897, Zanzibar ; 1907, Kenya ; 1922, Maroc ; 1926, Ethiopie ; 1980, Mauritanie.

Les abolitions ont été souvent partielles. L'esclavage demeure dans certains pays sous des formes nouvelles.

8 - Les abolitions en Asie

8.1 La traite en Asie

La traite orientale a concerné les pays dominés par les peuples musulmans (Moyen et Proche Orient, océan Indien) depuis le milieu du VII^e siècle. Les esclaves venaient principalement de l'Europe méditerranéenne, de l'Afrique, des pays slaves.

En Turquie les Circassiennes, Syriennes et Nubiennes étaient achetées comme esclaves sexuelles. Les concubines du sultan étaient principalement des esclaves d'origine chrétienne et les eunuques venaient d'Afrique, esclaves vendus par les Éthiopiens. Une partie des butins de guerre était constituée de soldats et d'enfants capturés.

Il y avait dans divers pays d'Asie, comme en Chine, un esclavage autochtone (prisonniers de guerre, esclavage pour dettes...).

L'obstacle principal à l'étude historique de cette traite est le manque de sources.

8.2 Les abolitions en Asie

Au Japon, l'esclavage autochtone est officiellement interdit en 1590. Toutefois, pendant la Seconde Guerre mondiale, le travail forcé des prisonniers de guerre et l'esclavage sexuel des « femmes de réconfort » s'apparentent à l'esclavage.

Les abolitions de l'esclavage dans les pays d'Asie sont très tardives. Outre le cas particulier du Japon et celui de la Turquie (1876), elles s'étalent de la fin du XIX^e siècle (Corée : 1894) à celle du XX^e siècle (Pakistan : 1992).

8.3 Chronologie des abolitions officielles

1876 Turquie
1894 Corée
1909 Chine
1923 Afghanistan
1924 Irak (par les Britanniques)
1926 Népal et Éthiopie
1928 Iran
1929 Transjordanie
1937 Bahreïn
1949 Koweït
1952 Qatar
1962 Arabie Saoudite et Yemen
1970 Oman
1992 Pakistan

Dans certains de ces pays, l'esclavage a cependant subsisté et se poursuit encore sous forme du travail forcé, notamment celui des enfants. On estime que 60% des victimes de l'esclavage

moderne vivent en Asie.

9 - Textes et traités internationaux sur l'abolition de la traite et de l'esclavage

9.1 Les congrès de Vienne (1815) et de Berlin (1885)

Les premières initiatives internationales en faveur d'une abolition de la traite ont lieu en 1815 avec le traité de Vienne signé par les principales puissances européennes (Empire d'Autriche, Grande-Bretagne, France, Portugal, Russie, Suède). Alors que la traite et l'esclavage se poursuivent soit de manière officielle, soit de manière clandestine, dans de nombreux pays, les conférences dites de Berlin (1885), tout en officialisant le «partage» colonial de l'Afrique, se prononcent en faveur d'une abolition de l'esclavage sur le continent africain.

9.2 Le rôle de la SDN puis de l'ONU

Il faut attendre le 25 Septembre 1926 pour que la Société des Nations, en vertu d'une Convention internationale signée à Genève par 44 pays, s'engage à prévenir et à réprimer la traite et l'esclavage. Ce geste est poursuivi et amplifié à l'initiative de l'ONU en 1948 avec la proclamation de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme dont l'article 4 stipule que:

« Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes ».

Adoptée par l'ONU et signée à Genève le 7 septembre 1956, une convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage vient compléter et préciser le dispositif juridique international de 1948.

En vue de mieux sensibiliser l'humanité à ce devoir de mémoire, la circulaire du 29 juillet 1998 du Directeur général de l'UNESCO aux Ministres de la culture, invite tous les États membres à organiser le 23 août de chaque année des manifestations pour la Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition.

10 - Comment lutter contre l'esclavage aujourd'hui ?

10.1 L'esclavage aujourd'hui ?

Aboli en application de réglementations nationales ou internationales, l'esclavage est illégal. Il subsiste toutefois sous plusieurs formes à travers le monde, et même à notre porte. Il n'est plus le moteur de la mondialisation marchande comme au 18^e siècle, mais peut-être le résultat des rapports d'exploitation capitaliste contemporains.

Aujourd'hui, l'esclavage prend différentes formes : esclavage traditionnel par ascendance ou pour dette, travail forcé, esclavage des enfants, sexuel et domestique, mariage forcé et traites d'êtres humains.

10.2 Les chiffres

On estime que 40,3 millions de personnes sont touchées à travers le monde : 24,9 millions de personnes sont victimes de travail forcé, 4,8 million d'exploitation sexuelle, 1 victime sur 4 est un enfant, **les femmes et les filles représentent 71% des victimes**. Les millions de travailleurs forcés du secteur privé génèrent *150 milliards de dollars* de profits illégaux par an. (Chiffres de 2016, OIT et Fondation Walk Free).

10.3 Réglementations et actions

Alors que l'esclavage colonial a été reconnu en France « Crime contre l'Humanité » en 2001, ce n'est qu'en 2013 que le crime d'esclavage et les délits de servitude et de travail forcé entrent dans le Code pénal.

D'autres lois ont été adoptées, telles la *California Transparency in Supply Chains Act* (2012) et la *UK Modern Slavery Act* (2015), obligeant les entreprises à informer le public sur les mesures prises pour éradiquer l'esclavage au sein de leurs chaînes d'approvisionnement.

Outre les lois, des actions de terrain au plus proche des populations vulnérables sont indispensables. De même, des actions structurelles concertées aux niveaux régional et international doivent s'attaquer à toutes les forces économiques, sociales, culturelles, et juridiques permettant les abus.

Les socles de protection sociale et la gouvernance des migrations sont deux des principales clés de cette lutte contre l'esclavage moderne.

Exposition proposée par Frédéric Régent, Président du CNMHE

Assisté de Magalie Limier, Chargée de mission auprès de la Présidence du CNMHE

Conçue en collaboration avec les membres du comité national:

Anne Anglès, Patricia Beauchamp-Afadé, Sonia Chanekune, Bernard Gainot,

Bruno Maillard, Johan Michel, Annick Notter, Bernadette Rossignol et Eric Saunier.

Infographie Jean-José Cady

Exposition inaugurée par le Président de la République, Emmanuel Macron, le 27 Avril 2018